

# La destruction organisée de l'hôpital public

Jusqu'à il y a **peu**, existaient partout en France des hôpitaux de proximité souvent **polyvalents** qui répondaient aux besoins de la population. Peu à peu ils ont subi des fermetures de **lits**, puis d'un service : la cardiologie ou la réanimation, puis d'un autre : la chirurgie ou la maternité et pour **finir**, ils sont vidés de leurs activités essentielles.

Les raisons invoquées par les **ARH** (antennes déconcentrées du ministère de la santé) sont souvent diverses : pas **assez** d'actes, service trop coûteux, problèmes de sécurité, etc. et parfois contradictoires et on tente de nous faire croire **qu'il** s'agit d'une bonne gestion des ressources publiques.

En fait, l'**objectif** du gouvernement est parfaitement idéologique : il faut organiser la casse du service public hospitalier. Le rapport **Larcher** sur l'**hôpital** propose une conception purement marchande de la santé où la rentabilité prime sur les besoins de santé de la population.

Partout où des hôpitaux publics **ferment**, on crée de véritables déserts sanitaires accentuant les difficultés **d'accès** aux soins, en priorité pour les plus fragiles. Là où elles peuvent en tirer profit, des cliniques privées s'installent. Elles font le même travail, mais en pratiquant des dépassements d'honoraires importants. Les maternités privées appartenant à des grands groupes **financiers** tels que la « **Générale de Santé** », **n'hésitent** pas ainsi à ponctionner 1 000 euros pour un simple accouchement !

Les patients qui ont les moyens de payer trouveront toujours à se **faire** soigner et ce sont les plus pauvres qui devront faire des kilomètres et des heures de queue pour accéder aux quelques établissements publics qui subsistent, surchargés de malades et accablés de contraintes économiques. Où se trouve dans ce cas l'égalité de soins entre les citoyens ?

Ce système, calqué sur le modèle américain, traite la santé comme une marchandise vendue au plus **offrant** où la notion même de service public n'existe plus.

Pourtant le service public devrait être le patrimoine de ceux qui **n'en** ont pas !

---

**Je rejoins le Comité de Défense de l'Hôpital Jean Rostand  
Je renouvelle mon adhésion :**

**Nom :**

**Prénom :**

**Adresse :**

**Code Postal :**

**Ville :**

**Téléphone :**

**Adresse e-mail :**

**Cotisation annuelle : 5€**

**Comité de Défense de l'Hôpital Jean Rostand-3 rue Maurice Coûtant- 94200 Ivry sur Seine**